

Au Rwanda, les exécutions sommaires se multiplient

La Croix-^Â 18/07/2017 Au moins 37 personnes ont ^Ât^Â tu^Âes sans jugement par les forces de lâTMordre, selon un rapport publi^Â jeudi 13 juillet, par lâTMONG Human Rights Watch. La plupart des victimes ^Âtaient accus^Âes de vol. LâTMONG Human Rights Watch poursuit, non sans courage, ses enqu^Âtes sur les violations des droits de lâTMhomme au Rwanda. Dans son dernier rapport, publi^Â jeudi 13 juillet, lâTMONG accuse les forces de s^Âcurit^Â dâTMavoir ex^Âcut^Â sommairement au moins 37 personnes soup^Âonn^Âes de petite d^Âlinquance.

La plupart des victimes ^Âtaient accus^Âes de vol : des bananes, une vache ou une moto. DâTMautres ^Âtaient soup^Âonn^Âes de faire du trafic de marijuana, dâTMavoir franchi ill^Âgalement la fronti^Âre depuis la R^Âpublique d^Âmocratique du Congo et dâTMutiliser des filets de p^Âche ill^Âgaux. Une strat^Âgie officielle Toutes ces personnes ont ^Ât^Â tu^Âes dans les districts de Rubavu et de Rutsiro, dans la Province de lâTMOuest du Rwanda, entre juillet 2016 et mars 2017. La plupart des victimes ont ^Ât^Â arr^Ât^Âes arbitrairement et abattues par des militaires ^Â dans ce qui semble ^Âtre une strat^Âgie officiellement approuv^Âe dâTMex^Âcuter les voleurs, trafiquants et autres petits d^Âlinquants suspect^Âs, au lieu de les traduire en justice, souligne le rapport. Dans deux autres incidents r^Âport^Â par Human Rights Watch, en ao^Ât 2016 et en avril 2017, les autorit^Âs ont incit^Â les habitants locaux ^Â tuer des voleurs suspect^Âs, ce que des habitants ont fait en battant ^Â mort les victimes. LâTMONG pr^Âcise :^Â ^Â « Aucun effort nâTMa ^Ât^Â r^Âalis^Â pour ^Âtablir leur culpabilit^Â ou les traduire en justice, dâTMenqu^Âter sur les meurtres et les disparitions forc^Âes et de fournir des informations ou une assistance aux familles, les autorit^Âs locales, y compris les responsables de lâTMapplication de la loi, ont menac^Â des personnes qui osaient poser des questions. ^Â Apr^Âs les ex^Âcut^Â, lâTMONG note que ^Â ^Â les autorit^Âs militaires et civiles locales ont expliqu^Â aux habitants, souvent lors de r^Âunions publiques, quâTMelles appliquaient les "nouveaux ordres" ou une "nouvelle loi" stipulant que tous les voleurs et autres criminels de la r^Âgion devaient ^Âtre arr^Ât^Âs et ex^Âcut^Âs ^Â ». Plus de cent entretiens Le rapport sâTMappuie sur 119 entretiens r^Âalis^Âs entre janvier et juillet 2017 aupr^Âs de membres des familles, t^Âmoins, responsables gouvernementaux et autres personnes bien inform^Âes sur les arrestations et les ex^Âcut^Âs. Human Rights Watch a r^Âçu des rapports dignes de foi dâTMau moins six autres ex^Âcut^Âs extrajudiciaires qui sont en cours de v^Ârification, incluant des cas qui auraient eu lieu tout r^Âcemment, en juin 2017, et quelques cas dans le district de Rusizi (Province de lâTMOuest) et le district de Musanze (Province du Nord). ^Â « Ces meurtres, dont certains ont eu lieu devant plusieurs t^Âmoins, sont rarement ^Âvoqu^Âs au Rwanda. ^Âtant donn^Â les restrictions strictes qui p^Âsent sur les m^Âdia ind^Âpendants et la soci^Ât^Â civile au Rwanda, aucun m^Âdia local nâTMa parl^Â des meurtres consign^Âs dans ce rapport, les groupes de d^Âfense des droits humains locaux sont trop effray^Âs pour publier des informations sur ces probl^Âmes ^Â, r^Âv^Âle le rapport. Un climat de peur ^Â la veille de lâTMélection pr^Âsidentielle Les meurtres et les disparitions forc^Âes semblent faire partie dâTMune strat^Âgie plus vaste pour r^Âpondre la peur, faire respecter lâTMordre et dissuader toute r^Âponse aux ordres ou aux politiques du gouvernement, selon lâTMONG. Des mesures prises alors que le Rwanda se pr^Âpare ^Â r^Âéire Paul Kagame, ^Â lâTMélection pr^Âsidentielle du 4 ao^Ât. Amnesty International, dans son dernier rapport publi^Â vendredi 14 juillet, documente de nombreux cas de r^Âpression ^Â lâTMencontre de journalistes, dâTMhommes politiques et de d^Âfenseurs des droits humains depuis 1995. ^Â ^Â « Deux d^Âcennies dâTMattaques contre les opposants politiques, les m^Âdia ind^Âpendants et les d^Âfenseurs des droits humains ont cr^Âé un climat de peur au Rwanda, pr^Âcise Amnesty. ^Â Dans ce climat atmosph^Âre gla^Âsante, il nâTMest pas surprenant que les ^Âventuels d^Âtracteurs du r^Âgime sâTMautocensurent et que le climat politique soit limit^Â ^Â lâTMapproche du scrutin. ^Â Laurent Larcher

^Â

^Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});